

# La Gazette des Comores

Paraît tous  
les jours sauf  
les week-end

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

23<sup>ème</sup> année - N° 4332 - Jeudi 09 Mars 2023 - Prix : 200 Fc

JOURNÉE INTERNATIONALE DES DROITS DE LA FEMME :

## Ce qu'elles en pensent



Samia Abdoulmadjid.



Yousra Dini



Jihane Guy.

Célébrée chaque 08 mars, la journée internationale des droits de la femme est aussi la journée pour mettre en valeur ces femmes qui s'engagent. Elle est aussi un évènement incontournable afin de

rappeler que le combat pour l'égalité entre les femmes et les hommes est loin d'être gagné. Qu'en pensent-elles ? La Gazette a rencontré trois dont le parcours est exemplaire.

LIRE PAGE 3

Pour être informé,  
je lis la Gazette chaque jour

### ECONOMIE

Les acteurs économiques sensibilisés  
sur la loi des opérations financières de l'État

LIRE PAGE 3

Visitez le site de La Gazette  
[www.lagazettedescomores.com](http://www.lagazettedescomores.com)

16 Chaanban 1444  
Prières aux heures officielles  
Du 06 au 10 Mars 2023

Lever du soleil:

06h 10mn

Coucher du soleil:

18h 27mn

Fadjr : 04h 57mn

Dhouhr : 12h 22mn

Ansr : 15h 42mn

Maghrib: 18h 30mn

Incha: 19h 44mn



*C'est dans l'unisson que les Comores ont célébré la journée internationale des droits de la femme ce mercredi 8 mars. La journée sera célébrée à Anjouan et Mohéli où des nombreuses festivités sont prévues pour cette occasion.*

À la Grande Comore, tôt dans la matinée, de nombreuses femmes venues des quatre coins de l'île se sont retrouvées au stade Omnisports de Malouzini où a été lancé le traditionnel marathon organisé tous les ans à l'occasion du 8 mars. Comme à l'accoutumée, c'est la gouverneure de l'île Mhoudine Sitti Farouata qui a ouvert le marathon. Vêtue d'un ensemble noir et taillée d'une casquette blanche, la première dame de l'île a esquissé quelques pas de course comme pour se rappeler sa fringante jeunesse.

Regroupant toutes les franges d'âge, le marathon a été l'occasion de nombreux échanges et d'expériences entre femmes venant de plusieurs horizons. C'était aussi l'occasion pour certaines de rappeler que si la femme a des droits mais elle a aussi des devoirs notamment celui de pouvoir se prendre en charge elle-même. « La femme d'aujourd'hui doit pouvoir se prendre en charge avant toute autre forme d'assistance quelle qu'elle soit. C'est une condition sine qua non pour rendre effective l'égalité de genre », a plaidé une présidente qui milite dans une association qui lutte contre les violences faites aux enfants.

Quant à la gouverneure de l'île, elle a salué le progrès enregistré ces dernières années par rapport à la responsabilité des femmes surtout dans le domaine de la politique où

## JOURNÉE DE LA FEMME

# Un marathon pour l'unité des femmes



elles occupent de nombreux postes de responsabilité. « Nous savons tous que nous avons fait des grands pas, mais beaucoup reste à faire. Nous avons aujourd'hui une femme gouverneure, des députés et des commissaires. Nous espérons que dans les prochaines échéances, les femmes se présenteront d'avantage », a-t-elle souhaité. Par ces mots, celle qui a la destinée de l'île de Ngazidja depuis trois ans a voulu interpeller la nouvelle génération de femmes à s'impliquer beaucoup plus dans la vie de la société. « La femme comorienne est une battante de nature, c'est pourquoi j'en appelle à nos enfants (filles) à s'impliquer d'avantage pour prendre le relais, car c'est le souhait de toutes les mères. Voir un jour leur enfants prendre leur place », a insisté la gouverneure.

Arrivée première du marathon, madame Tsibili Adam, ambassadrice mondiale du World Mudo Academy

Foundation du grand maître KIM Yong-HO (9<sup>ème</sup> dan), président du Comité Technique de la Fédération Mondiale de Taekwondo, elle trouve que la participation des femmes est de plus en plus considérable d'année en année. « J'étais déjà là l'année dernière, cette année aussi je suis heureuse de voir que de plus en plus de monde participe à cet événement et je remercie son excellence madame la gouverneure de continuer à organiser ces événements. De mon côté j'ai mobilisé les mamans, mes filles, j'essaie aussi de rassembler le maximum de jeunes filles pour participer car pour moi le sport c'est la santé », s'est elle exprimé. Quand nous l'avons rencontré au stade Ajao, des stands étaient exposés pour faire connaître le savoir faire de la femme comorienne.

AS Badraoui



unicef pour chaque enfant

Moroni, 6 March 2023

Dossier Ref: No: OPS/HRM/2023-029

## AVIS DE RECRUTEMENT

### Consultation nationale en Politiques Sociales (4 MOIS)

#### Qualifications requises :

Le candidat à cette consultation de 4 mois doit présenter le profil ci – dessous :

- Diplôme universitaire : au moins un Master (Bac +4) en économie, statistiques, Econométrie, ou autre discipline pertinente ;
- Au moins cinq (05) années d'expérience professionnelle, dans le domaine des finances, de l'économie, des politiques sociales ou en protection sociale ;
- Capacités d'analyse et de rédaction en français confirmées (notes de synthèse, rapports d'analyse...) ;
- Maîtrise de l'outil informatique notamment les logiciels bureautiques ;

Une expérience avec une agence des Nations Unies serait un plus

#### Ci-dessous le lien pour plus d'informations :

<http://jobs.unicef.org/cw/en-us/job/559812?IAApplicationSubSourceID=>

#### II- SOUMISSION DES CANDIDATURES

Les candidat(e)s intéressé(e)s sont invité (e)s à déposer leurs dos-

siers de candidature en ligne au plus tard le 10 mars 2023 à 11.55 heures, heure des Comores.

**Seuls les dossiers de candidature incluant tous les documents requis (CV, lettre de motivation, offres technique et financière) pourront être retenus pour la sélection.**

**Tout dossier incomplet ne sera pas considéré.**

#### Remarques :

Les candidatures féminines sont fortement encouragées.

L'UNICEF est un environnement non-fumeur.

**Seul(e)s les candidat (e) s sélectionné (e) s seront contacté(e) s et devront être soumis à la confirmation d'une vaccination complète contre le SRAS-CoV-2 (Covid-19) avec un vaccin approuvé par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), qui doit être satisfaite avant l'entrée en fonction.**

Pour toutes informations additionnelles sur cette publication merci de contacter notre Associée Senior aux Ressources Humaines [ramohamed@unicef.org](mailto:ramohamed@unicef.org) ou notre Chef des Operations [bpinah@unicef.org](mailto:bpinah@unicef.org)

## JOURNÉE INTERNATIONALE DES DROITS DE LA FEMME :

## Ce qu'elles en pensent

*Célébrée chaque 08 mars, la journée internationale des droits de la femme est aussi la journée pour mettre en valeur ces femmes qui s'engagent. Elle est aussi un événement incontournable afin de rappeler que le combat pour l'égalité entre les femmes et les hommes est loin d'être gagné. Qu'en pensent-elles ? La Gazette a rencontré trois dont le parcours est exemplaire.*

**Jihane Guy**

Rencontrée dans les stands à la foire organisée par le gouvernorat de Ngazidja, la fondatrice de la marque cosmétique savonnerie artisanale Wutamo, savon bio made in Comores livre bataille. Wutamo comme son nom l'indique est un produit 100% naturel, aux ingréd-

dients simples. Ces savons protègent la peau en lui apportant des soins précieux et nettoient les impuretés présentes sur la peau. Selon la patronne, ce sont des produits faits main, les ingrédients ont été triés soigneusement, comme l'argile blanche, l'argile verte, le curcuma, l'huile essentielle de jasmin, d'ylang-ylang. Le choix de ce savon est avant tout une expérience personnelle. « J'ai fait le constat que ma fille réagissait bien aux produits bio. Elle avait souvent des allergies et j'ai décidé de régler ses problèmes par des produits Bio, cela a bien marché. Alors une amie m'a suggéré de me lancer dans la fabrication de savon naturel. Franchement je me suis formée et j'ai trouvé que c'était passionnant, je me suis lancée » confie-elle. Pour elle, cette journée

du 08 mars est une journée singulière. Car la femme a initialement des droits, elle a beaucoup des droits, autant de droits que l'homme. « Le fait d'attendre une journée pour nous rappeler que nous avons des droits, cela témoigne qu'il y a peut-être un problème. C'est une journée qui ne devrait pas être rappelée. Tous les jours devraient être des jours pour des droits de la femme », déclare-t-elle.

**Samia Abdoulmadjid**

Rencontrée sur le terrain au stade Ajao, la directrice commerciale des jus Kinaya Samia Abdoulmadjid a fait une brève présentation de ses produits. Dans sa production, elle a quatre saveurs à savoir tamarin, goyave, ananas et fruit de la passion et sont vendus dans les hôtels et restaurants (Le

Retaj, Cœlacanthe, New select et Mtsanga mwewu) et dans les commerces. « Nous avons choisi des jus en bouteille, car on est pour la protection de l'environnement. On ne peut pas vendre le jus dans les bouteilles en plastique. De plus, nos jus sont naturels, les fruits proviennent des Comores », souligne-elle.

Pour elle, le 08 mars est une journée symbolique, elle permet de faire le bilan, de présenter les doléances par rapport aux droits de la femme. « Je n'attends pas le 08 mars pour réaffirmer mes droits. Dans le pays, les droits sont respectés mais certains ne sont pas respectés puis les lois ne sont pas toujours appliquées malgré leur existence. Je ne vais pas être radicale mais la plupart des droits des femmes ne sont pas respectés », déplore-t-elle.

**Yousra Dini :**

Cette jeune créatrice des bijoux à base de journaux papiers explique que la célébration du 8 mars vise à rappeler les victoires obtenues pour la promotion des droits des femmes mais aussi, elle est une journée de valorisation de la femme en question, celle au foyer, entrepreneure, ambitieuse. « La femme doit être respectée, avoir ses droits et être valorisée », lance-t-elle. Cette jeune talentueuse est aussi une environnementaliste, elle fait du recyclage. « Je suis très passionnée, pour les bijoux je les confectionne à partir des magazines. En une journée je peux faire 100 perles, et je fais les modèles des boucles d'oreille, bracelets et colliers », confie-t-elle.

**Andjouza Abouheir**

## CELLULE D'ACCOMPAGNEMENT DE LA MANDATURE À LA PRÉSIDENTIE DE L'UA

## Le conseiller Mohamed Ismaïla à la tête de la coordination

*Conseiller chargé de suivi des dossiers à la présidence de l'Union des Comores, Mohamed Issimaïla se voit propulsé à la tête de la cellule mise en place par le président de la République, président en exercice de l'UA, chargé d'accompagner la mandature des Comores à la présidence de l'institution continentale. Une cellule placée sous l'autorité directe du président de la République.*

Le chef de l'Etat vient de nommer par décret le panel destiné à l'accompagner à la présidence tournante de l'Union africaine. Une équipe formée par dix sept hauts cadres de la place qui va

renforcer le dispositif sur place pour entourer le président Azali Assoumani, président en exercice de l'UA tout au long de sa mandature.

A la tête de cette cellule nationale, l'ancien ministre et actuel conseiller chargé de suivi des dossiers à la présidence Mohamed Issimaïla qui devrait coordonner trois équipes – de la présidence – du ministère des affaires étrangères et de l'ambassade des Comores à Addis-Abeba. Outre la coordination de la cellule, cet enseignant de philosophie, se voit confier certaines attributions notamment celle de convoquer les réunions, de fixer l'ordre du jour et surtout rendre

compte régulièrement au président de l'Union. « Le président de la cellule peut associer aux travaux de celle-ci, toute personne susceptible, en raison de ses compétences, d'apporter une expertise pour la réalisation des missions dévolues à celle-ci », précise le décret dans son article 8.

La cellule a comme mission d'accompagner et d'appuyer le président dans l'exercice de sa mandature de président de l'Union africaine, d'exercer toute autre mission qui lui est confiée et qui est connexe à ses missions, assurer l'implémentation et la mise en œuvre de décisions arrêtées. La cellule qui devrait se réunir ordinairement une fois par

semaine, doit travailler en étroite collaboration avec les institutions nationales et les partenaires au développement.

Qui sont les hommes et les femmes qui au niveau national, vont accompagner le président Azali Assoumani dans sa mandature ? Dans cette cellule on y trouve des éminentes figures de son cabinet, tels que l'ancien secrétaire général de la COI et conseiller diplomatique du président de la République Hamada Madi Bolero, son conseiller privé Nour El-Fath Azali. Des diplomates à l'image du directeur général de la coopération internationale, ambassadeur Imam Abdillah, ambassadrice Assoumany

Abdallah Chaharizadi conseillère auprès du ministère des affaires étrangères, ambassadeur Allaoui Said Abasse chef de pôle coopération bilatérale. Il y a un haut gradé de l'armée nationale, le colonel Rafick Abdallah, conseiller en matière de paix et sécurité. Le décret comporte également des journalistes, l'ancien rédacteur en chef d'Al-watwan Mohamed Inoussa, l'ex patron du journal Masiwa Idjabou Bakari et un communicant en la personne de Mmadi Houssni, un des promoteurs de l'agence de communication Tartib.

**Maoulida Mbaé**

## ECONOMIE

## Les acteurs économiques sensibilisés sur la loi des opérations financières de l'État

*Un atelier de sensibilisation et de dissémination de la loi des opérations financières de l'État (LOFE) c'est tenu du jeudi au vendredi dernier à Fomboni. Organisé par le ministère des Finances du budget et du secteur Bancaire sous financement de l'Agence Française de Développement (AFD) à travers le Projet d'appui à la gouvernance financière (PAGF), l'atelier avait pour objectif d'impulser la réflexion vers une organisation efficace de la fonction budgétaire aux niveaux central et insulaire.*

Améliorer la gestion des finances publiques pour contribuer à des politiques publiques plus efficaces tout en stimulant la croissance économique et réduire la pauvreté a fait l'objet d'un atelier de deux jours à la salle multifonctionnelle de Fomboni. Il avait mobilisé

tous les acteurs du secteur bancaire, à savoir l'administration générale des impôts et du domaine (AGID), les institutions bancaires et autres. L'atelier a été organisé par le Projet appui à la gouvernance financière (PAGF) de l'Agence Française de Développement (AFD), en partenariat avec la direction générale du

Budget.

Les participants ont été sensibilisés sur les enjeux et les défis des mutations institutionnelles nécessaires pour réussir la modernisation de la gestion budgétaire préconisées par les lois des opérations financières de l'État (LOFE) et les programmes économiques et financiers. « Cette réuni-

on de deux jours permettra d'initier une réflexion et des activités de sensibilisation et de formation avec les responsables des ministères. Et ce, pour la mise en place du chantier de la division programmatique de ces ministères ainsi que les objectifs assignés à chacun de leur programme et leurs indicateurs spécifiques qui

seront utilisés pour mesurer les résultats nationaux et intégrer les changements budgétaires suite à l'entrée en application de la nouvelle LOFE » Explique Ahamada Ali Madi coordinateur national du PAGF. C'est un projet qui consiste à améliorer la chaîne de la dépense à travers un renforcement des fonctions de programmation, d'exécution, de suivi et de contrôle du budget de l'État.

Pour soutenir le renforcement de la gouvernance économique et financière, l'AFD et l'UE mettent un appui technique et financière dans le cadre d'une convention signée en juillet 2020. Selon les organisateurs, cet atelier est une opportunité pour impliquer davantage les cadres des structures évoquées et les former sur les principes de la LOFE et des mécanismes pratiques de sa mise en œuvre.

**Riwad**





## UNION DES COMORES

Unité-Solidarité-Développement

\*\*\*\*\*

MINISTRE DES TRANSPORTS MARITIME ET AERIEN

PROJET CONNECTIVITE INTER-ILES DES COMORES

SELECTION DES CONSULTANTS PAR LES EMPRUNTEURS DE LA BANQUE MONDIALE  
SOLLICITATION DE MANIFESTATIONS D'INTERET

### Sollicitation de Manifestations d'Intérêt pour le Recrutement d'un(e) Spécialiste national(e) en Communication du Projet Connectivité Inter-Îles des Comores (PICMC)

Date de l'avis : 01 Mars 2023

#### 1. Contexte

L'Union des Comores a reçu un financement de la Banque Mondiale à hauteur de 20 000 000 USD pour financer les coûts du Projet Connectivité Inter Îles des Comores (PICMC), signé le 7 juin 2022 et a l'intention d'utiliser une partie des sommes accordées au titre de ce don pour financer le recrutement d'un(e) Spécialiste national(e) de Communication du projet PICMC.

Le projet a pour objectif d'améliorer la résilience climatique du transport maritime entre les îles.

#### 2. Objectif de la mission.

Sous la supervision du Coordinateur du projet et en étroite collaboration avec les Responsables (SSE, RSS, RVBG, RSE, RTMP, RPM, RAF) du projet, le ou la spécialiste en Communication national(e) est chargé(e) d'assurer la communication et la visibilité du projet au niveau national et international.

Dans le cadre de l'élaboration d'une stratégie de communication, le/la spécialiste de la communication accorde une importance particulière à la réalisation de la cartographie des parties prenantes et à l'identification du public cible afin de concevoir des messages clés pour les divers publics.

#### 3. Tâches de la mission:

- \*Elaborer et mettre en œuvre le plan de communication du projet (interne et externe) ;
- \*Concevoir des supports et actions de communication du projet en étroite collaboration avec l'UGP et les bénéficiaires du projet;
- \*Budgétiser les actions de communication nécessaires à mieux faire connaître le projet à tous les niveaux du pays et auprès des partenaires stratégiques ;
- \*Assurer l'alimentation en contenu du site web et des réseaux sociaux du projet ainsi que la mise à jour et publication de documents dans le site web du projet PICMC.
- \* Diriger les relations avec les médias, y compris la circulation régulière d'informations, l'organisation d'événements médiatiques et la préparation de produits médiatiques tels que les communiqués de presse, les éditoriaux, etc.
- \* Collaborer avec le responsable de suivi évaluation pour la mise en place et la gestion de bases de données du projet ;
- \* Assurer la correction des articles et publications produits par les Responsables du projet ;
- \*Assurer l'organisation, l'animation et la modération des événements clés (comité de pilotage, ateliers, séminaires, etc.) du projet ;
- \* Organiser les renforcements de capacités du personnel du projet en matière de communication ;
- \* Assurer la rédaction, édition, publication et diffusion du bulletin information trimestrielle du Projet, ainsi que tout support de communication selon les besoins (brochures, dépliants, vidéos, etc.) ;
- \* Travailler en étroite collaboration avec les autres Responsables du projet dans toute activité ayant trait à la communication.

#### 4. Profil du candidat

Le consultant doit avoir, entre autres :

- \* Au minimum un BAC + 4 en communication, journalisme, marketing ou diplôme équivalent dans des domaines liés à la communication;
- \* Expérience professionnelle réussie et récente d'au moins 3 ans dans un poste similaire ;
- \* Une maîtrise d'une façon opérationnelle des outils et actions de communication: communication événementielle, relations presse, écoute et prospective, communication de changement de comportement, méthodes d'élaboration de plans de communication ;
- \* Avoir une maîtrise parfaite de Microsoft Office (Word, Excel, Powerpoint, etc.), de l'Internet et de l'utilisation d'un site web ;
- \* Parler et écrire couramment le Français et le Shikomori. La connaissance de l'anglais serait un atout ;
- \* Excellente capacité rédactionnelle et de synthèse ;
- \* Excellente capacité d'écoute et excellente aptitude à communiquer oralement et à l'écrit ;
- \* Qualités relationnelles avec une grande capacité à coordonner et à travailler en équipe ;
- \* Connaissance de l'environnement de la presse au niveau du pays ;
- \* Maîtrise de la problématique et des enjeux de la pauvreté et de l'emploi dans un pays en voie de développement ;
- \* Bonne connaissance des régions concernées par le Programme ;
- \* Connaissance en suivi évaluation, traitement des données, développement communautaire un atout ;

5. L'Unité de Gestion du Projet invite les candidats admissibles à manifester leur intérêt à fournir les services décrits ci-dessus. Les consultants(es) intéressés(es) doivent fournir les informations indiquant qu'ils sont qualifiés pour exécuter les services (Lettre de manifestation d'intérêt et de motivation, Curriculum Vitae, Références professionnelles et détails sur des prestations similaires, etc.).

6. Les termes de références sont disponibles et peuvent être demandés à l'adresse ci-dessous, en version électronique. La mission est prévue pour une durée de trois (3) mois renouvelable après évaluation satisfaisante du Consultant.

7. Les critères d'éligibilité et la procédure de sélection seront conformes aux procédures spécifiées dans le Règlement de Passation des Marchés de l'IDA pour les emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement (Quatrième version November-2020 « Sélection de Consultants Individuels (SCI) »).

8. Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires et obtenir les termes des références à l'adresse ci-dessous et aux heures suivantes : de 08 heures 30 min à 16 heures (heure locale de Moroni – Union des Comores) du lundi au vendredi.

9. Les manifestations d'intérêt doivent être déposées ou envoyées par email, aux adresses mentionnées ci-dessus au plus tard le mercredi 15 mars 2023 à 16 heures (heure locale de Moroni – Union des Comores) ; adressé à Monsieur le Coordinateur du Projet PICMC « *Manifestation d'intérêt N°2023/02/PICMC/SCOM, Intitulé du poste* »

10. Projet Connectivité Inter-Îles des Comores - Moroni Coulée – Route Garage Mrikao - Tél : +269-733-21-63- Email : [connectivitecomoros@gmail.com](mailto:connectivitecomoros@gmail.com) copie à [coordi.connectivitecomoros@gmail.com](mailto:coordi.connectivitecomoros@gmail.com) et [rpm.connectivitecomoros@gmail.com](mailto:rpm.connectivitecomoros@gmail.com)